



WFP/CHAD-Judith Schuler



RAPPORT SOMMAIRE

IMPLICATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT NATIONAL 2016-2020

LE COÛT DE LA
FAIM
EN **AFRIQUE**
L'INCIDENCE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DE LA
SOUS-NUTRITION CHEZ L'ENFANT AU
TCHAD

**C
O
H
A**



Tous droits réservés : aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite, enregistrée dans une base de données ou transmise sous quelque forme que ce soit et par quelque moyen que ce soit sans une autorisation écrite au préalable.

Financement initial fourni par:

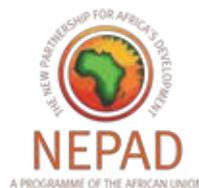




LE COÛT DE LA
FAIM
EN **AFRIQUE** | **COHA**
L'INCIDENCE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DE LA
SOUS-NUTRITION CHEZ L'ENFANT AU
TCHAD

Implications pour le développement national 2016-2020

RAPPORT SOMMAIRE



World Food Programme



United Nations
Economic Commission for Africa

Remerciements

L'étude qui fait l'objet du présent document a été réalisée dans le cadre du protocole d'accord entre la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM) qui s'intitule « Le coût de la faim en Afrique: l'incidence sociale et économique de la sous-nutrition chez l'enfant ». Cette initiative a été rendue possible grâce au leadership institutionnel fourni à ce projet par S.E. Mme Nkosazana Dlamini ZUMA, Présidente de la Commission de l'union Africaine (CUA); S.E. Mr Carlos LOPES, Secrétaire Exécutif de la CEA; Mme Ertharin COUSIN, Directrice Exécutive du PAM. La mise en œuvre de l'accord a été coordonnée par S.E Mustapha Sidiki KALOKO, Commissaire aux affaires sociales à l'Union Africaine (UA), Mme Takyiwa MANUH, Directrice de la Division des politiques de développement social de la CEA, et Mr Thomas YANGA, Directeur du Bureau de l'Afrique du PAM (Addis-Abeba, Ethiopie) auprès de l'Union Africaine et de la CEA.

L'Equipe nationale de réalisation de l'Etude au Tchad a été dirigée par Mr WALNGARSA DJINAN Déba, Directeur Général Adjoint du Plan au Ministère du Plan et de la Coopération Internationale. Elle est composée de: Mr LAOUKOUNDA ALLAOU Serge et Mr BAGRIM Madjiyam Hervé, respectivement cadres de la Direction Générale du Plan et de l'Institut National de la Statistique et des Enquêtes Démographiques au Ministère du Plan et de la Coopération Internationale; Dr MAHAMAT Béchir et Mr NDOKAIN Jonathan Guirangar du Centre National de Nutrition et de la Technologie Alimentaire du Ministère de la Santé Publique; Professeur Idriss OUMAR ALFAROUKH et Dr NAKOUR Nargaye de l'Institut de Recherche en Elevage pour le Développement, Ministère de l'Elevage ; Dr OUSMAN Moussa Baba du Ministère de l'Elevage; Mr MADJASTAN Tougondjide Raa du Ministère de l'Agriculture; Mme MANDJINGAR Korité et Mr SEID Nangoutou du Ministère de l'Education Nationale et l'Enseignement Professionnel.

L'équipe technique régionale qui a exécuté l'étude à l'échelle continentale a été dirigée par Mr Carlos ACOSTA BERMUDEZ et Mme Semia TAPIA avec le soutien de Mr Kalidan ASSEFA et Mme Melat GETACHEW de la CEA, et Mme Priscilla WANJIRU du PAM, et grâce aux directives techniques supplémentaires de Mr Rodrigo MARTINEZ et Mme Amalia PALMA, de la Division du développement social de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC).

Le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, leader de ladite étude tient à remercier sincèrement tous ceux qui ont contribué à la réalisation de l'Etude notamment, Mr Mohamed CHEIKH LEVRAK, Facilitateur International REACH et l'équipe du bureau national PAM dirigée par Mme Mary-Ellen MCGROARTY, Directrice pays et Représentante du PAM au Tchad.

La conception et la mise en œuvre de l'étude ont été réalisées par un Comité de pilotage dirigé conjointement par l'Ambassadeur Dr Olawale MAIYEGUN et Dr Janet BYARUHANGA du Département des Affaires sociales de la CUA, Mme Wanja KAARIA du PAM, et Mr Saurabh SINHA de la CEA.



Lorsqu'un enfant souffre de sous-nutrition, les conséquences négatives de cette maladie le suivent pour le restant de ses jours. Ces conséquences négatives ont également des effets graves sur les économies où l'enfant vit, apprend et travaille.

Avant-propos

L'étude sur le Coût De la Faim en Afrique (CDFA) est une initiative de la Commission de l'Union Africaine (CUA) et du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), avec l'appui du Programme Alimentaire Mondiale (PAM), de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

Le Tchad, à l'instar des autres Etats Membres de l'Union Africaine, vient de réaliser l'étude sur le CDFA dans sa troisième phase d'exécution sous le leadership du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale. Ces dernières années le Tchad, comme la plupart des pays du continent africain, a connu une croissance économique considérable, mais celle-ci ne s'est pas traduite par un développement humain équitable.

Au nombre des raisons qui impactent significativement le développement humain, se situe la malnutrition. Elle est directement responsable ou indirectement, par association avec d'autres pathologies, à environ 50% dans la mortalité chez les enfants.

Inscrite dans le temps, la malnutrition évolue vers la forme chronique qui a des conséquences sur le développement physique et psychique des enfants ainsi que sur l'économie du pays.

Elle constitue un obstacle majeur au développement, empêchant les enfants d'atteindre leur potentiel physique et intellectuel. Par sa transmission de mère à enfant, elle crée des groupes de vulnérables, aggrave les dépenses publiques et nuit à la productivité.

L'étude sur le CDFA a été lancée en décembre 2014 à N'Djamena. Elle a été conduite par une équipe pluridisciplinaire représentant les Ministères de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Education Nationale et de l'Enseignement Professionnel, de la Santé Publique et du Plan et de la Coopération Internationale. L'objectif principal de l'étude sur le CDFA est de fournir aux décideurs les bases de données statistiques nécessaires afin d'évaluer les conséquences néfastes de la sous-nutrition sur la croissance économique.

Les résultats de l'étude ont montré, qu'au cours des cinq dernières années, il y a eu 183 663 décès d'enfants causés par la sous-nutrition (2008-2012). Ces décès représentent 43% de tous les cas de mortalité infantile pendant cette période, limitant ainsi, la capacité du pays à atteindre l'une des cibles des OMD relative à la réduction de la mortalité infantile.

Les conclusions de cette étude mettent en évidence les pertes que le pays connaîtra sur le plan humain et économique s'il n'arrive pas à réduire le taux de malnutrition au sein de sa population.

La réduction du retard de croissance ne peut à elle seule susciter une croissance économique durable du pays. Pour ce faire, il faut des investissements accrus dans les domaines de l'éducation, de l'innovation et de la technologie afin d'optimiser les gains en capital humain et créer des opportunités sur le marché du travail. Au nom du Gouvernement du Tchad, nous exprimons notre gratitude au Département des Affaires Sociales de la Commission de l'Union Africaine (CUA), à la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et au Programme Alimentaire Mondial (PAM), dont la contribution technique et financière a permis la réalisation de cette étude.

Nous exprimons également notre reconnaissance à l'équipe nationale qui a réalisé l'étude. Les informations fournies par l'étude sont d'une grande utilité pour les planificateurs, les opérateurs privés, les chercheurs, universitaires, étudiants, etc. A cet effet, nous recommandons fortement leur meilleur usage en vue de booster le développement du pays.

La Ministre du Plan et de la Coopération Internationale



Mme **MARIAM MAHAMAT NOUR**

10 Résultats issus de l'étude sur le coût de la faim au Tchad

- 1** Aujourd'hui, il y a plus d'enfants qui souffrent d'un retard de croissance au Tchad qu'il y a 10 ans
- 2** Seul un enfant sur trois souffrant de sous-nutrition a reçu une attention médicale adéquate
- 3** La plupart des coûts de santé liés à la sous-nutrition se produisent après que l'enfant ait atteint l'âge de deux ans
- 4** 43% des mortalités infantiles au Tchad sont associées à la sous-nutrition.
- 5** Les enfants souffrants d'un retard de croissance ont un taux de redoublement de 30% contre seulement 22% pour ceux n'ayant pas souffert de retard de croissance.
- 6** Les enfants souffrant d'un retard de croissance achèvent en moyenne 2 années en moins de scolarité.
- 7** La mortalité infantile associée à la sous-nutrition a réduit de 13 % la population active du Tchad.
- 8** 56% de la population adulte au Tchad a souffert de retard de croissance durant leur enfance.
- 9** Les coûts annuels associés à la sous-nutrition chez l'enfant sont estimés à 575 milliards de CFA, ce qui correspond à 9,5% du PIB.
- 10** Éliminer le retard de croissance au Tchad est une étape nécessaire pour le développement inclusif du pays.

A propos de l'étude

L'étude sur le coût de la faim en Afrique (CDFA) est un projet dirigé par la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD avec le soutien de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et le Programme d'alimentaire mondial (PAM). Le projet est une étude multi pays visant à évaluer les coûts économiques et sociaux de la sous-nutrition infantile en Afrique.

L'étude montre que la sous-nutrition chez l'enfant n'est pas seulement un problème social mais aussi économique, puisque les pays sont en train de perdre des sommes d'argent considérables en raison d'une sous-nutrition qui a affecté des générations d'enfants et en plus de celle qui prévaut actuellement chez les enfants. Ainsi, au mois de mars 2012, les résultats de l'étude sur le coût de la faim en Afrique ont été présentés aux Ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, réunis à Addis-Abeba (Ethiopie). Les ministres ont adopté la Résolution 898 dans laquelle ils ont confirmé l'importance de l'étude et ont recommandé sa poursuite au-delà de sa phase initiale.

Au cours du processus, toutes les données de l'étude ont été recueillies auprès des institutions nationales, et du système des Nations Unies. Les principaux rapports statistiques exploités sont: Enquêtes démographique et de santé, Enquêtes sur la consommation et le secteur informel (ECOSIT3), Enquêtes par grappes à indicateurs multiples (MICS), Annuaire statistique de la santé et de l'éducation et la base de

Le modèle de l'étude sert à évaluer le nombre de cas supplémentaires de morbidité, de mortalité, de redoublement, d'abandon scolaire et de réduction des capacités physiques pouvant être directement attribués au fait qu'un individu a souffert de sous-nutrition avant l'âge de cinq ans.

 0-5 ans	<p>L'enfant sous-alimenté court un risque plus élevé d'anémie, de diarrhée et d'infections respiratoires. Ces nouveaux cas de maladie sont coûteux pour les familles ainsi que pour le système de santé. Les enfants sous-nourris court un risque plus élevé de mourir.</p>
 6-18 ans	<p>L'enfant souffrant d'un retard de croissance court un risque plus élevé de redoubler des classes et un risque plus élevé d'abandonner l'école. Les incidences supplémentaires de redoublements sont coûteuses pour les familles ainsi que pour le système éducatif.</p>
 15-64 ans	<p>Si un enfant abandonne l'école tôt et travaille ensuite dans des activités non manuelles, il ou elle peut être moins productive. Si il ou elle travaille ensuite dans des activités manuelles, ses capacités physiques seront réduites et il/elle pourrait être moins productif. Les personnes qui sont absentes de la population active en raison de la mortalité infantile liée à la sous-nutrition représentent une perte de productivité économique.</p>

Conséquences sur la SANTÉ Résultats du Tchad

Lorsqu'un enfant souffre de sous-nutrition, les conséquences négatives de cette maladie le suivent pour le restant de ses jours. Ces conséquences négatives ont également des effets graves sur les économies où l'enfant vit, apprend et travaille.



Résultats en matière de santé

Quand un enfant est sous-alimenté, il ou elle aura une plus grande probabilité de souffrir de problèmes de santé spécifiques.

La recherche montre que les enfants sous-alimentés de moins de cinq ans sont plus susceptibles de souffrir de cas d'anémie, de syndrome diarrhéique aiguë (ADS), d'infections respiratoires aiguës (IRA), et de fièvre. Pour chaque cas supplémentaire de maladie de l'enfant, à la fois le système de santé et les familles sont confrontés à un coût économique supplémentaire. La "morbidité incrémentale" représente le nombre supplémentaire d'épisodes qui touchent les enfants souffrant d'insuffisance pondérale.

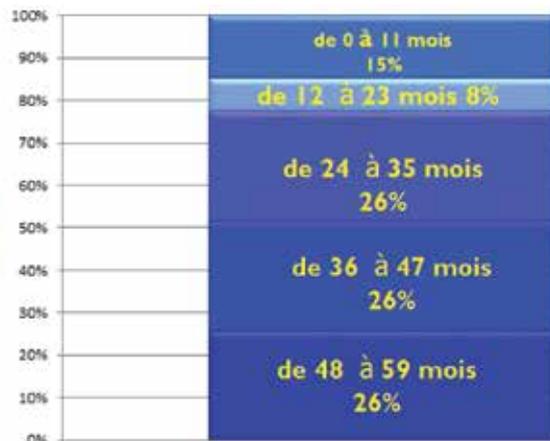
**COÛT DE LA SOUS-NUTRITION SUR LA SANTÉ - PATHOLOGIES ASSOCIÉES
(COÛT EN MILLIONS DE FRANCS CFA, 2012)**

Pathologie	Morbidité Incrémentale	Coût en Millions de CFA
Insuffisance pondérale	77%	135 177,7
FPN/RCIU	4,9%	14 994,2
Diarrhées aiguës	8,2%	3 917,7
Infections respiratoires aiguës	4,5%	5 692,7
Fièvre/Malaria	5,4%	8 690,9
Total		168 473

RÉPARTITION DES COÛTS POUR LA FAMILLE ET LE SYSTÈME DE SANTÉ PUBLIQUE (EN MILLIONS DE CFA)



RÉPARTITION DES COÛTS PAR GROUPE D'ÂGE (EN POURCENTAGE DES COÛTS TOTAUX)



LES ENFANTS QUI SOUFFRENT D'INSUFFISANCE PONDÉRALE SONT ÉGALEMENT PLUS SUSCEPTIBLES DE MOURIR DE MALADIES LIÉES À LA MALNUTRITION.



43 % des décès parmi les enfants sont associés à la dénutrition. On estime 183 663 de cas annuels supplémentaires de mortalité infantile associés à la dénutrition des enfants, dans la période allant de 2008 à 2012.



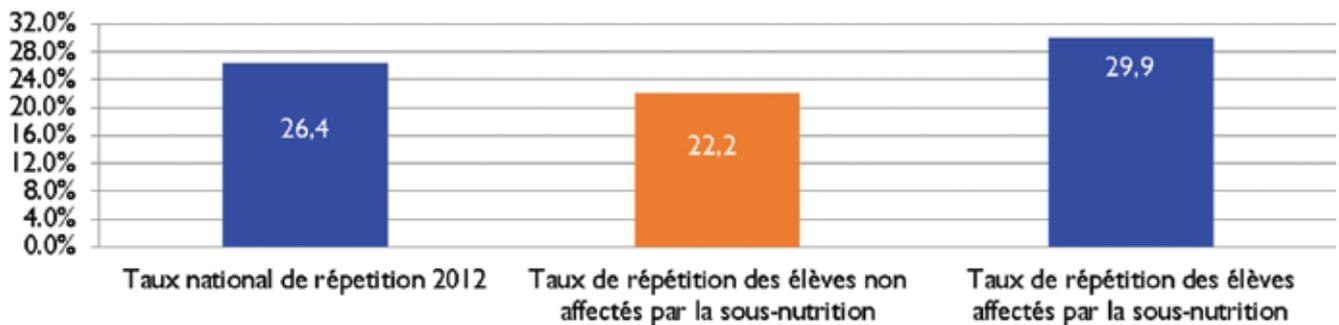
Conséquences sur l'ÉDUCATION Résultats du Tchad

Un enfant affecté par la sous-nutrition, risque de souffrir de déficience cognitive et physique, ce qui affecte la qualité de sa vie en tant qu'enfant puis en tant qu'adulte au sein de la société.

Les élèves souffrant d'un retard de croissance ont plus de probabilité de redoubler une année scolaire ou même d'abandonner l'école.

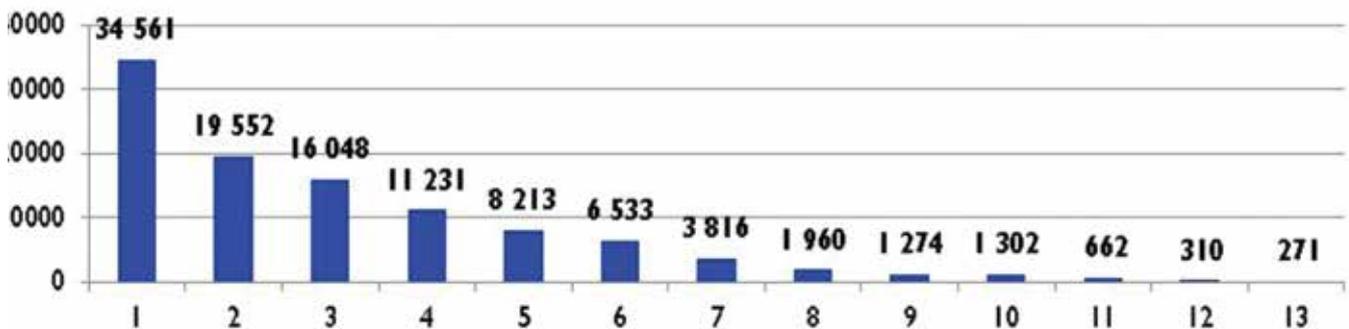
Résultats en matière d'éducation

Il n'existe pas de cause unique expliquant le redoublement ou l'abandon scolaire. Cependant, des études de fond montrent que les enfants qui accusent un retard de croissance avant l'âge de cinq ans sont plus susceptibles de sous-performer à l'école. En conséquence, les enfants sous-alimentés sont confrontés au défi de la concurrence à l'école, d'une capacité cognitive et physique plus faible que les enfants qui ont réussi à rester en bonne santé durant leurs premières années de vie.



Selon les données officielles du gouvernement, **748 139 enfants ont redoublés en 2012**. En utilisant des données sur le risque accru de récurrence, le modèle estime que le taux de redoublement parmi les étudiants ayant souffert de retard de croissance était de **29,9** pour cent, tandis que le taux de redoublement pour les enfants n'ayant pas souffert de retard de croissance était de **22,2** pour cent. Compte tenu de ce risque différentiel supplémentaire de 7,8 points de pourcentage, **le modèle estime que 105 732 d'élèves, soit 14,1 pour cent de tous les redoublements en 2012 était associé à un retard de croissance.**

REDOUBLEMENTS ASSOCIÉS À UN RETARD DE CROISSANCE PAR NIVEAU SCOLAIRE



Le redoublement est coûteux à la fois pour les familles et pour le système éducatif.

Des ressources doivent être engagées pour une année de scolarité supplémentaire. Les coûts pour les familles comprennent les frais de scolarité additionnels, ainsi que les uniformes, livres et cahiers d'exercices. Les coûts économiques ont été calculés pour estimer le coût des années d'études supplémentaires associées à la dénutrition.

Coûts des redoublements associés à la sous-nutrition

Total des coûts publics : 4 134 millions de francs CFA

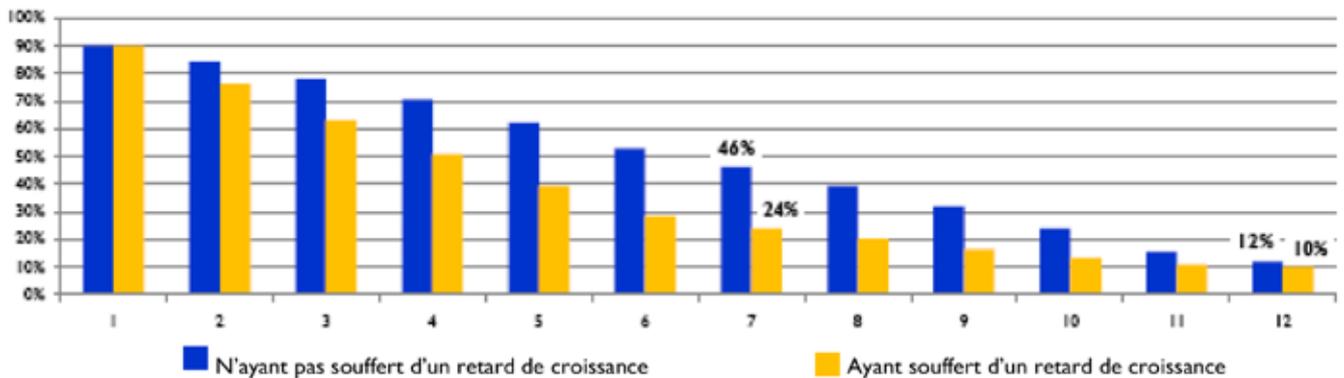
Coût total aux familles : 4 929 millions de francs CFA

Coût Total : 9 064 milliards de francs CFA

Résultats en matière d'éducation

Les enfants ayant souffert d'un retard de croissance sont également plus susceptibles de décrocher de l'école. Les données pour le Tchad montrent que le niveau d'éducation atteint par une personne ayant souffert d'un retard de croissance est inférieur au niveau de scolarité atteint pour une personne qui n'a pas souffert d'un retard de croissance étant enfant. Cette information, qui est basée sur l'information de la population en âge de travailler (15 à 64), montre le degré selon lequel le retard de croissance affecte la capacité d'un individu de gagner un revenu.

NIVEAU DE SCOLARITÉ ATTEINT PAR LA POPULATION EN ÂGE DE TRAVAILLER PAR ÉTAT NUTRITIONNEL



L'impact économique de la réussite scolaire ne se reflète pas uniquement dans le secteur de l'éducation. Plutôt, l'impact économique apparaît dans la population en âge de travailler. Par exemple, un individu avec un achèvement scolaire inférieur peut être moins productif et gagner moins qu'un individu plus instruit, en particulier dans les activités non-manuelles.



Conséquences sur la Productivité

Résultats Tchad

Des études montrent que lorsqu'un enfant souffre de retard de croissance, ceci aura un impact sur lui lorsqu'il entre sur le marché du travail. Dans l'ensemble, les individus souffrant de retard de croissance sont moins productifs que les individus n'ayant pas souffert de retard de croissance, et sont moins en mesure de contribuer à l'économie nationale...

Résultats en matière de Productivité

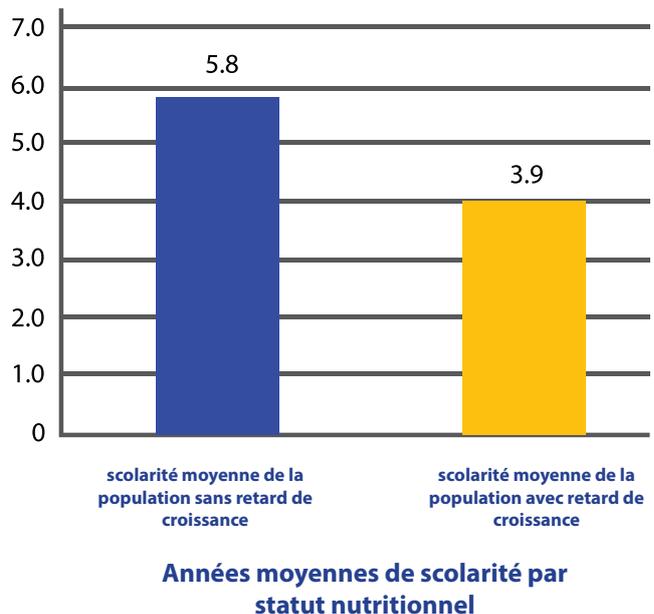
La sous-nutrition des enfants affecte le capital humain et la productivité dans plusieurs dimensions. Les enfants qui ont souffert de sous-nutrition sont plus susceptibles d'atteindre des niveaux d'éducation inférieurs à ceux des enfants en bonne santé. Les faibles niveaux d'éducation atteints, les rendent souvent moins qualifiés pour le travail, réduisant ainsi leur potentiel de gain pour un travail futur. Les adultes qui ont souffert de retard de croissance étant enfants ont tendance à avoir moins de masse corporelle et sont donc moins susceptibles d'être productifs dans les activités à forte intensité manuelle comparés à ceux qui n'ont jamais été touchés par un retard de croissance. En outre, la perte de population résultant de la mortalité infantile entrave la croissance économique, puisque ces individus auraient pu être des membres productifs de la société en âge adulte.



On estime que **56,4%** de la population en âge de travailler, soit **3,4 million** d'individus, ont souffert d'un retard de croissance étant enfants

Le modèle du coût de la faim en Afrique analyse l'impact différentiel de la sous-nutrition sur la productivité d'un individu sur la base du type de travail effectué. Pour les activités non-manuelles, l'analyse considère les conséquences du niveau de scolarité sur la capacité de gagner un revenu dans le marché du travail. Dans le cas d'activités manuelles, l'analyse se base sur la perte de productivité moyenne en raison de la capacité physique inférieure, plutôt que sur le niveau d'éducation atteint.

Pour les activités non-manuelles, dans lesquelles **56%** de la population au Tchad est engagée, le modèle génère une estimation du revenu différentiel, pour chaque année scolaire et pour chaque groupe d'âge, en fonction de la situation nutritionnelle de la population. Dans le cas du Tchad, où la population ayant souffert d'un retard de croissance atteint en moyenne **1.9** années de moins d'éducation, la perte économique dans les activités non-manuelles est estimée à **29, 671 milliards de francs CFA, ce qui équivaut à 0.49% du PIB en 2012.**



D'autre part, pour des activités manuelles, où **44%** des Tchad sont actuellement engagés, le modèle estime les conséquences économiques liées à la capacité physique réduite d'une personne ayant souffert d'un retard de croissance par rapport à une personne qui n'a jamais souffert de retard de croissance. L'analyse est effectuée en appliquant un facteur de risque différentiel sur les revenus actuels de la population pour différents groupes d'âge. Ainsi, le modèle estime la perte de capacité productive de cette population ayant souffert de retard de croissance et travaillant dans des activités manuelles à **34,061 milliards de CFA, équivalents à 0.56% du PIB.**

PERTES DE PRODUCTIVITÉ POTENTIELLE DANS LES ACTIVITÉS MANUELLES ASSOCIÉES À UN RETARD DE CROISSANCE

Âge en 2012	Population active dans des activités manuelles ayant souffert d'un retard de croissance (en milliers de personnes)	Perte de productivité due à un retard de croissance (en millions de francs CFA)
15-24	988 908	15 135
25-34	531 244	9 103
35-44	305 006	4 708
45-54	204 548	2 865
55-64	149 872	2 250
Total	2 179 578	34 061
% du PIB	—	0,56%

Les enfants sous-alimentés courent un risque plus élevé de mourir par rapport ceux qui ne sont pas sous-alimentés

Le modèle CDFA estime que **798 266** d'individus sont absents de la main-d'oeuvre en raison de la mortalité associée à la sous-nutrition. Cela représente **13% de la population totale en âge de travailler** (15 à 64 ans) en 2012, qui aurait pu augmenter la productivité de plus de **1,558 millions d'heures de travail**.

Compte tenu des niveaux de productivité actuels de la population, selon l'âge et le secteur d'activité, le modèle estime que l'impact économique des heures de travail perdues en raison de la mortalité atteint **334 millions de francs CFA**, ce qui représente **5,5% du PIB du pays pour 2012**.

Le total des pertes de productivité pour 2012 est estimé à environ 398 milliards de francs CFA, soit l'équivalent de 6,6% of du PIB au Tchad

Les pertes totales de productivité pour l'année 2012 sont estimées à environ 398 288 millions de CFA (8 040 millions de dollars), soit l'équivalent de 6,6% du PIB du Tchad. Tel que présenté dans le Graphique ci-dessous, la part la plus importante des pertes de productivité est due à une baisse de productivité des activités manuelles causée par la mortalité liée à la sous-nutrition, ce qui représente 84% du coût total. L'écart de revenu dans le travail manuel, en raison d'une capacité physique et cognitive plus faible des personnes ayant souffert de retard de croissance étant enfant, représente 8,6% des coûts totaux et la perte de productivité dans les activités non-manuelles représente 7,4% des coûts.

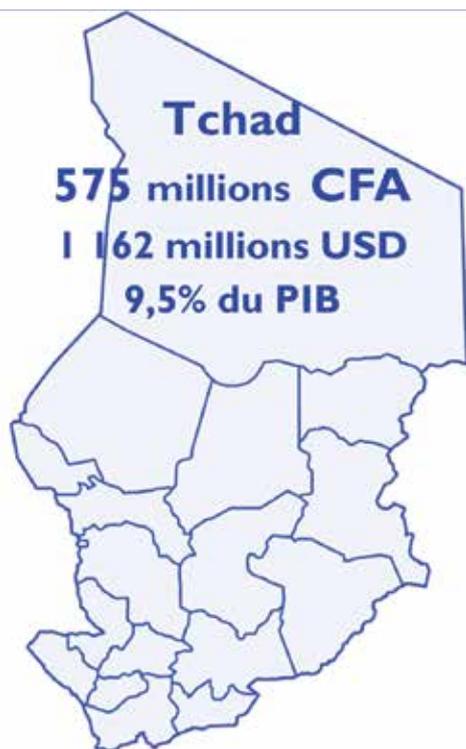
RÉPARTITION DES PERTES DE PRODUCTIVITÉ





TOTAL DES COÛTS

Résultats du Tchad



Le total des pertes liées à la sous-nutrition est estimé à 575 milliards de francs CFA, soit US\$1 162 millions pour l'année 2012. Ces pertes sont équivalentes 9,5% du PIB pour la même année.

Scénarios Pour une Meilleure Nutrition

La section précédente a estimé les coûts sociaux et économiques associés aux tendances historiques élevées de la sous-nutrition chez les enfants. La plupart de ces coûts sont déjà cimentés dans la société, et des politiques doivent être mises en place pour améliorer la vie de ceux qui sont déjà touchés par la sous-nutrition infantile. Néanmoins, il existe encore des opportunités pour réduire ces coûts à l'avenir.

Un élément clé de la discussion est constitué par les économies potentielles qui pourraient être réalisées dans chaque contexte avec une réduction de la prévalence du retard de croissance. En ce sens, le modèle est capable de générer une base de référence pour les différents scénarios, basés sur les objectifs nutritionnels établis dans chaque pays. Pour cette première analyse, deux scénarios de changement différentes sont proposés.

Scénario de référence: Le coût de l'inaction — Les progrès dans la réduction du retard de croissance et de l'insuffisance pondérale chez l'enfant cessent

Pour le scénario de référence, les progrès dans la réduction de la prévalence de la sous-nutrition s'interrompent au niveau atteint en 2012. Cela suppose également que la croissance de la population maintiendrait le même rythme que l'année de l'analyse et ainsi, le nombre d'enfants sous-alimentés et le coût estimé augmenteraient. Bien que très improbable, cette hypothèse sert de base de référence à laquelle toute amélioration de la situation nutritionnelle est comparée pour évaluer les économies potentielles en coûts.

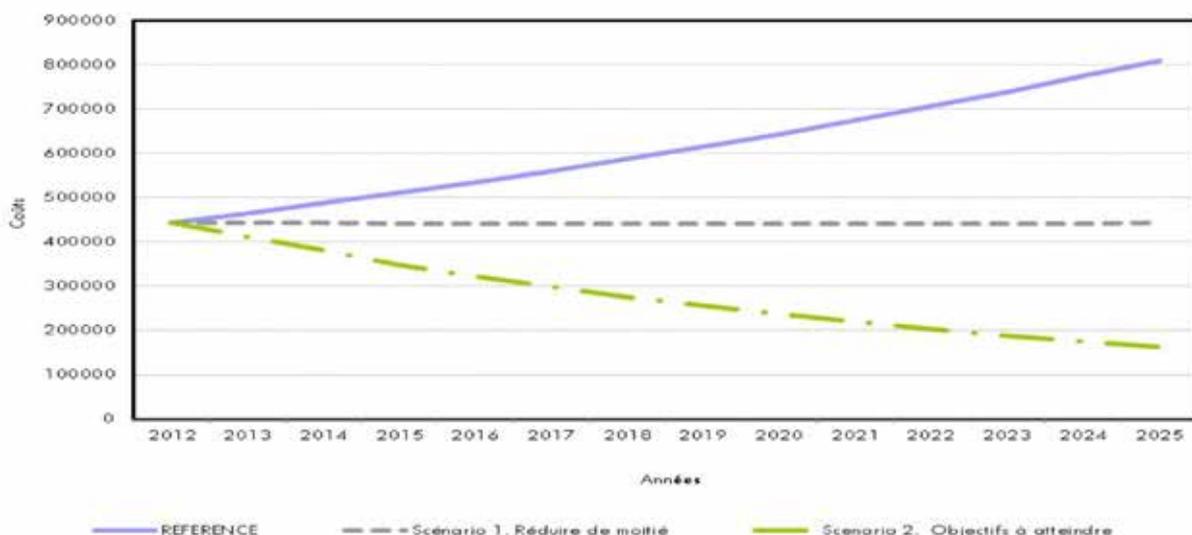
Scénario #1: Réduire de moitié la prévalence de la sous-nutrition chez l'enfant d'ici à 2025

Ce scénario prévoit que la prévalence de l'insuffisance pondérale et du retard de croissance chez les enfants sera réduite de moitié par rapport aux valeurs de référence de l'année 2012. Dans le cas du Tchad, cela signifierait une réduction constante de 1,49% du taux de retard de croissance par an, soit de 38,7% (estimation pour 2012) à 19,35 % en 2025. Avec une combinaison appropriée d'interventions, ce scénario serait a priori réalisable si des mesures appropriées sont prises afin de dépasser le taux moyen de la réduction du retard de croissance estimé à 1,025% par an entre 2006 et 2010.

Scénario #2: Scénario « Objectif à atteindre ». Réduire à 10% le retard de croissance et à 5% le nombre d'enfants atteints d'insuffisance pondérale d'ici à 2025

Ce scénario prévoit une baisse de la prévalence du retard de croissance à 10% et à 5% de celle de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans. Actuellement, à l'échelle mondiale, le taux du retard de croissance chez l'enfant est estimé à 26%, avec l'Afrique ayant une prévalence élevée de 36 %. Ce scénario nécessite un véritable appel à l'action et constitue un important défi à l'échelle continentale. Le taux de progrès nécessaire pour atteindre le scénario de 10% au Tchad serait une réduction annuelle de 2,21% pour une période de 13 ans, entre 2012 et 2025.

TENDANCES DES COÛTS ESTIMÉS DE LA SOUS-NUTRITION CHEZ LES ENFANTS



Scénarios Pour une Meilleure Nutrition

Les avantages économiques potentiels d'une réduction de la sous-nutrition constituent un élément clé pour établir un plaidoyer et augmenter les investissements en matière de nutrition. La réduction des cas de maladies et de redoublements scolaires, ainsi que l'amélioration des performances et de la capacité productive sont des éléments clés pour atteindre ces objectifs d'ici 2025.

Scénarios	Scénario #1: Réduire de moitié la prévalence de la sous-nutrition chez les enfants d'ici 2025		Scénario #2: "Objectifs à atteindre" (10% et 5% d'ici 2025)	
	CFA (en millions)	USD (en millions)	CFA (en millions)	USD (en millions)
Economies potentielles	1 185 688	2 393,4	2 383 241,6	4 810,7
Économies annuelles moyennes (2012-2025)	91 206,8	184,1	183 326,3	370,1
Pourcentage annuel de réduction du retard de croissance nécessaire (2012-2025)	1,49%		1,49%	

Afin d'atteindre l'objectif "10% et 5% d'ici 2025", des efforts accrus doivent être réalisés au niveau national. Le graphique ci-dessous montre le taux de progression nécessaire pour atteindre les objectifs de 10% et 5% respectivement dans la réduction de la prévalence du retard de croissance et de l'insuffisance pondérale au Tchad d'ici 2025.



Conclusions

Malgré les efforts effectués par le Gouvernement du Tchad durant ces dernières années, l'étude met en relief qu'en 2012, presque 40% des enfants de moins de cinq ans souffraient de retard de croissance (953 579 enfants d'une population de 2 406 388 d'enfants de moins de cinq ans) et 31% présentaient une insuffisance pondérale (741 560 enfants).

Dans le secteur de la santé, l'étude estime que la sous-nutrition chez l'enfant a généré des coûts de santé annuels équivalant à 28,9% des dépenses totales allouées à la santé publique par l'Etat Tchadien en 2012. Ces coûts sont occasionnés par des épisodes directement associés au nombre de cas supplémentaires et à la gravité des maladies qui affectent les enfants présentant une insuffisance pondérale. Il est également important de noter que seul un enfant sur trois reçoit des soins de santé adéquats. Cette étude montre qu'une réduction de la sous-nutrition chez l'enfant pourrait faciliter l'efficacité de l'expansion du système de santé en réduisant le fardeau supplémentaire généré par les besoins de santé des enfants présentant une insuffisance pondérale.

En outre, l'étude estime que 42,6 % des cas de mortalité infantile au Tchad sont associés à la sous-nutrition. Par conséquent, une approche préventive de la sous-nutrition peut aider à réduire cette perte évitable de capital humain qui a un impact sur la société et l'économie dans son ensemble. En plus, il est à noter que cette étude estime qu'en 2012, 13,1% de la force de travail a été exclue du marché du travail à cause de la mortalité infantile associée à la sous-nutrition. Une réduction de la sous-nutrition chez l'enfant aura une incidence directe sur l'augmentation de l'espérance de vie, et contribuera à atteindre l'objectif 2 des objectifs de développement durable d'ici 2030.

Dans le secteur de l'éducation, l'amélioration du niveau scolaire de la population et la maximisation des capacités productives de la population sont des éléments essentiels pour accroître la compétitivité et l'innovation. Il s'agit d'une occasion intéressante pour le Tchad, où près de la moitié de la population (49,8%) a de moins de 15 ans. Les enfants et les jeunes doivent être dotés de compétences nécessaires pour avoir accès au marché du travail. De ce fait, les causes sous-jacentes des mauvais résultats scolaires et de l'abandon précoce sont à examiner. Il n'existe pas de cause unique à ce phénomène, par conséquent une stratégie globale multi-sectorielle doit être mise en place pour améliorer la qualité de l'éducation ainsi que les conditions requises pour la fréquentation scolaire. Cette étude démontre que le retard de croissance constitue un obstacle à la fréquentation et à l'achèvement scolaire. Cette barrière doit ainsi être dégagée pour rehausser, de manière plus efficace, les niveaux d'éducation et améliorer les possibilités d'emplois productifs à l'avenir.

L'étude estime par ailleurs que les enfants qui ont un retard de croissance connaissent un taux de redoublement de 7,8 points de plus par rapport aux enfants n'ayant pas eu de retard de croissance. Ainsi, 14,1% de tous les redoublements de classe sont associés au fait que les enfants ont été exposés à un retard de croissance pendant l'enfance. Il faut noter que 91% des redoublements se produisent au cours du cycle primaire. Ces chiffres suggèrent qu'une réduction de la prévalence du retard de croissance pourrait également soutenir une amélioration dans les résultats scolaires, car elle permettrait d'alléger les fardeaux évitables sur le système éducatif et les familles. De manière générale, une réduction de la prévalence du retard de croissance des enfants peut avoir un impact important sur le taux de fréquentation, les transitions, les performances et la rétention des élèves, qui tous pourraient contribuer à l'atteinte des objectifs de développement du Tchad.

Le Tchad doit également considérer l'incidence que le taux croissant d'urbanisation pourrait avoir sur l'emploi et la productivité. Un élément important pour préparer ce changement est d'assurer que la population en âge de travailler soit prête à faire une transition vers une main-d'oeuvre plus qualifiée, et que l'économie soit non seulement en mesure de créer de nouveaux emplois afin de réduire le chômage des jeunes, mais aussi de prévenir le retard de croissance chez l'enfant. Ceci contribuerait à éviter la perte de capacités physiques

et cognitives qui entrave la productivité individuelle, et à offrir aux citoyens une égalité des chances pour réussir dans la vie.

Sur le plan de la productivité, l'étude estime que 56,4% de la population actuelle en âge de travailler au Tchad a souffert d'un retard de croissance durant leur enfance. Cette population a complété en moyenne 2 ans de moins de scolarité par rapport aux personnes n'ayant pas eu de retard de croissance. Bien que le coût de cette perte semble négligeable par rapport aux autres éléments de coût, au fur et à mesure que l'urbanisation se poursuit dans le pays et qu'un nombre croissant de personnes occupe des emplois qualifiés, cette perte en capital humain se traduira par une capacité de production réduite de la population. Ainsi, ceci pourrait être un moment particulièrement crucial pour traiter de la question de la sous-nutrition chez l'enfant et préparer les générations futures à de meilleurs emplois en privilégiant la réduction du retard de croissance dans le programme de transformation du Tchad. En outre, une réduction du retard de croissance aura également une incidence positive sur les niveaux de productivité des économies rurales, car des travailleurs en bonne santé en milieu agricole devraient être plus productifs et gagneraient en conséquence de meilleurs salaires. Ainsi, il est clair que les mortalités supplémentaires associées à la sous-nutrition chez l'enfant ont fortement influencé la productivité d'aujourd'hui en réduisant la population en âge de travailler actuelle de 13,1% au cours des dernières décennies.

De plus, la valeur qui correspond au total des heures de travail perdues est estimée à 5,5% du PIB en 2012. Bien que des avancées importantes aient été réalisées en matière de réduction de la prévalence de la sous-nutrition chez l'enfant, des mesures et interventions concrètes visant en particulier les mères et les gardiens des enfants doivent être mises en place au Tchad. L'effet combiné de la sous-nutrition sur la productivité représente 6,6% du PIB de 2012.

Le modèle CDFa permet également une analyse prospective qui met en exergue les retombées économiques qui pourraient découler de la réduction des taux de sous-nutrition infantile. Le modèle estime que dans le cas du Tchad, une réduction de moitié du taux de prévalence de sous-nutrition de 2012 peut générer en 2015 des économies moyennes annuelles de 91 207 millions FCFA (US\$ 184 millions de dollars). Une option alternative suggère de réduire le retard de croissance de 10% et de 5% pour l'insuffisance pondérale durant la même période, ce qui pourrait créer des économies de 183 326 millions de FCFA (370 millions de dollars).

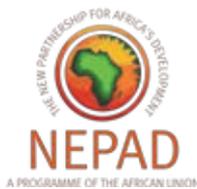
Ces économies qui découleraient d'une baisse de la morbidité, mortalité, redoublements et abandons scolaires et une augmentation de la productivité de la main d'oeuvre manuelle et non-manuelle, constituent un argument économique de force pour focaliser et améliorer l'attention qui a été octroyée jusqu'à présent à la problématique de la sous nutrition infantile.

L'une des contributions clé de cette étude est d'avoir identifié les externalités positives sur l'économie nationale lorsque la sous-nutrition chez l'enfant est réduite. La conclusion principale de cette étude est que la sous-nutrition chronique chez l'enfant ne peut plus être considérée comme une question sectorielle parce que tant ses causes que ses effets sont liés aux politiques sociales et économiques. C'est pourquoi la réduction du retard de croissance nécessite d'interventions dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, du commerce, de l'industrie, et des infrastructures sociales et économiques ainsi que de l'emploi et son amélioration constituerait la preuve d'un pas en avant pour le développement inclusif du pays, vers une croissance plus équitable.

Résumé des recommandations

1. Prendre des dispositions nécessaires pour inscrire la nutrition dans les documents de politique et des stratégies nationales de développement
2. Elaborer et mettre en oeuvre une politique intégrée de lutte contre la sous nutrition impliquant l'ensemble des secteurs concernés avec des objectifs quantifiables
3. Soutenir les petites et moyennes entreprises pour la promotion des aliments locaux riches en micronutriments (spiruline, moringa, soja, etc.) et la production d'aliments fortifiés et enrichis pour lutter contre la sous nutrition
4. Adopter et mettre en oeuvre la Politique Nationale de Nutrition et de l'Alimentation (PNNA) et renforcer les capacités humaines, financières, institutionnelles et organisationnelles
5. Mettre en place un mécanisme de coordination, de suivi et d'évaluation des interventions de nutrition sensibles et spécifiques entreprises à travers le pays pour mieux potentialiser leurs effets sur la sante infantile et maternelle
6. Mettre en place un programme national d'amélioration de la santé maternelle, tout en appliquant une plus stricte application de la loi fixant l'âge minimum de mariage
7. Intensifier les campagnes de sensibilisation contre le mariage précoce auprès de la population dans toutes les langues nationales
8. Développer une stratégie de communication pour le changement des comportements et ceci afin de promouvoir une alimentation saine et équilibrée et lutter contre les tabous et les mauvaises pratiques alimentaires
9. Initier des recherches et des études approfondies à l'échelle nationale notamment sur l'incidence de l'anémie en vue de comprendre les déterminants de la sous nutrition infantile et leurs conséquences socio-économiques
10. Faire un rapport tous les deux (2) ou trois (3) années à l'échelle nationale sur la situation des enfants du Tchad y compris leur état nutritionnel afin de mieux orienter le politique dans la prise de décision.





World Food Programme



United Nations
Economic Commission for Africa